

## Marie-Paule Vigny

Je ne connaissais pas la très catholique Marie-Paule Vigny et la découvre sous les plumes de Jean-Philippe Warren et de Sabrina Moisan. Vigny a enseigné la psychologie, la pédagogie et signé de nombreux ouvrages par lesquels elle exerce une grande influence sur des écoles ménagères et des instituts de pédagogie familiale où elle a aussi prononcé de nombreuses conférences.

Cette fois, on le devine sans doute, c'est un immense éloignement que l'on constate entre la pensée éducative de Vigny et les finalités qu'elle assigne à l'éducation, notamment des femmes, et ce qui prévaut aujourd'hui dans un Québec séculier et marqué par le féminisme. Vigny parle ainsi, par exemple, de l'importance d'apprendre à souffrir « afin d'endurcir leur caractère », d'une liberté qui est certes une bonne chose mais qu'on ne doit pas confondre avec « la recherche de plaisirs ou l'absence de responsabilités ». La place de la femme, le rôle qui lui est assigné dans cette éducation qui ressemble finalement à un dressage, tout cela est profondément misogyne, autoritaire et aide à mesurer la distance qui sépare cette part de cette époque de la nôtre.

La Commission Parent fera une vive critique de cette pensée éducative, dénonçant la place qu'y prennent « les idées de souffrance, d'angoisse et de mort » et on dissoudra bientôt les institutions dans lesquelles cette pensée se répandait et qu'on appelait des « Écoles du bonheur ».

\* \* \*

Les éditeurs de l'ouvrage dressent en ouverture un portrait-bilan de cette génération, rappellent ses lieux d'intervention, présentent ce qui a influencé les penseurs qui la composent et l'influence qu'à leur tour ils ont eue sur leurs successeurs. Ce portrait-bilan est intéressant, mais je l'aurais aimé plus riche et plus développé.

Voici donc une lecture fort intéressante et fort instructive à recommander à toutes celles et tous ceux qui s'intéressent à l'éducation au Québec : celle d'hier, celle d'aujourd'hui ou celle de demain.

**Normand Baillargeon**

Université du Québec à Montréal

Jean-Noël Luc, Jean-François Condette et Yves Verneuil

*Histoire de l'enseignement en France, XIX<sup>e</sup>–XXI<sup>e</sup> siècle*

Paris : Armand Colin, 2020. 412 pp.

L'ordre chronologique a été adopté, comme le précisent d'emblée les auteurs, pour cet ouvrage de synthèse qui embrasse le développement des enseignements en France du 19<sup>e</sup> au 21<sup>e</sup> siècle, avec les processus, les enjeux, les conflits qui lui sont inhérents étant donné les différentes parties prenantes (dont l'Église et l'État) et la pluralité des institutions, ou des structures, concernées. Ils s'appuient sur les acquis des recherches

en histoire et en sociologie de l'éducation en suivant un mode d'exposition à la fois thématique et dynamique : les thèmes traités dans la première partie (la scolarisation au 19<sup>e</sup> siècle, les enseignants, l'offre scolaire et la pluralité des établissements, les contenus d'enseignement, l'avenir du supérieur...) sont repris dans les deuxième et troisième parties, ou d'un chapitre à l'autre, au regard des évolutions, voire des bouleversements, qui caractérisent à la fois les établissements scolaires et les contextes sociopolitiques. « L'école dans la guerre », notamment, constituée en objet de recherche à partir des années 1990, est évoquée dans les chapitres 2 et 9 de la deuxième partie.

L'accent est mis dès l'introduction sur l'importance du rôle de l'État dans le processus de scolarisation en France, dans le primaire, mais aussi dans le secondaire (masculin, puis féminin) et dans les universités. C'est l'un des fils conducteurs majeurs dans ce livre où l'on s'efforce de restituer les relations entre le pouvoir central et des adversaires ou des partenaires avec lesquels il doit compter, l'Église catholique, les parents des élèves, les enseignants et les responsables locaux. Les intérêts, les initiatives et les résistances qui s'expriment au 19<sup>e</sup> et dans la première moitié du 20<sup>e</sup> siècles (parties I et II) sont analysés au regard non seulement des conflits idéologiques, mais encore des conditions matérielles de vie d'une large partie de la population. Scolariser tous les enfants dans le primaire, c'est l'objectif des pouvoirs publics qui légifèrent en ce sens dès les années 1830 jusqu'à la promulgation des lois Ferry (1881-1886), apogée, en quelque sorte, d'une politique qui consacre le triomphe de la République. Toutefois, la fréquentation régulière de l'école par tous les enfants, garçons et filles, est encore un but à atteindre. En outre l'immense majorité d'entre eux, et a fortiori d'entre elles, a peu de chances de poursuivre des études au-delà du primaire, malgré l'existence d'une « mosaïque d'établissements secondaires publics et privés » (partie I, chapitre 4, 47). Les historiens entendent explorer, dans les limites permises par l'exercice auquel ils se livrent, la diversité de l'offre et les opportunités qu'elle crée pour des jeunes gens, certes très minoritaires, issus des couches modestes. La volonté est manifeste ici de ne pas oublier les enseignements « intermédiaires et professionnels » (écoles primaires supérieures et cours complémentaires, cours pour les apprentis, en entreprise ou publics) qui s'adressent à certaines franges des classes populaires et moyennes. Ils font l'objet du chapitre 7 dans la première partie et l'on suit leur développement dans la deuxième partie, au chapitre 5. Ces structures ont été relativement négligées par les historiens et les sociologues jusqu'à une date récente (et plus encore leurs personnels) à la différence des enseignements élémentaire et secondaire.

Dans la deuxième partie, mention est faite du technique féminin et des chances de promotion offertes par ses filières, ce qui nuance dans une certaine mesure l'importance accordée traditionnellement au lycée d'enseignement général. La pluralité des initiatives et des instances de contrôle est soulignée, là aussi, la collaboration de fait entre public et privé n'excluant pas les rivalités, sur fond d'opposition parfois entre les milieux catholiques et les fonctionnaires (164). Ouverture et fermeture, opportunités et restrictions, c'est l'un des axes forts de l'ouvrage. Il ne passe pas sous silence les entorses aux promesses de la République (partie II, chapitre 3), mais ne tombe pas non plus dans le travers de la « démythification » radicale de l'École qui bénéficie d'une audience à partir des années 1970 et 1980, dans un contexte où l'on s'interroge

sur les inégalités en matière de réussite scolaire, au mépris parfois d'une appréciation étayée du rôle de l'institution dans l'accès aux savoirs et dans la mobilité sociale. Ainsi, la politique de Jean Zay et du Front Populaire est évoquée au chapitre huit, les tentatives de « rénovation pédagogique » dans l'entre-deux-guerres faisant partie des chantiers ouverts par la recherche en histoire de l'éducation (197–203).

Par ailleurs, le clivage privé et public, religieux et laïque, périodiquement réactivé tout au long du 20<sup>e</sup> et au début du 21<sup>e</sup> siècles, est également l'un des fils tendus d'une époque à l'autre par Jean-Noël Luc, Jean-François Condette et Yves Verneuil : au-delà de la période des « grandes réformes » (chapitres 1 et 3, partie II) qui signe la mise au pas de l'Église catholique, l'avènement des fascismes en Europe et du régime de Vichy en France ouvre une ère de réaction. Les tenants de la *Révolution nationale* initient une reconquête qui passe par des avantages octroyés à l'école privée, la suppression des écoles normales d'instituteurs et d'institutrices, la modification des programmes et des contenus d'enseignement (210 et 211). On aurait pu concevoir, en conséquence, que les revendications du privé catholique après la guerre et les lois votées en sa faveur malgré la réaffirmation des « valeurs laïques » à la Libération soient traitées plus tôt dans la troisième partie. C'est seulement dans le chapitre 6 qu'elles sont évoquées, un chapitre intitulé « Polémiques, mutations, adaptations » qui mentionne également le thème des inégalités de genre, les débats concernant les questions pédagogiques, les difficultés rencontrées par le personnel enseignant et les chefs d'établissement en matière de discipline scolaire et la recomposition du champ syndical (partie III, 295–316). Mais il est impossible dans un ouvrage de synthèse de consacrer de longs développements à chaque question soulevée.

Auparavant, toujours dans la troisième partie, les mutations, si ce n'est les métamorphoses de l'école, à tous les niveaux, sont mises en valeur. Les données statistiques réunies, outre leur utilité pour les chercheuses et les chercheurs, pour les praticiennes et les praticiens de l'éducation, permettent de mesurer l'élargissement spectaculaire de la population scolarisée dans le second degré. Mais les auteurs ne s'en tiennent pas à cette vision d'ensemble, ils mettent l'accent sur les réorganisations qui affectent les relations entre les niveaux de l'enseignement et les cursus eux-mêmes, avec des conséquences sur les modalités de l'orientation des élèves et sur les « missions » des responsables d'établissement. Le métier d'enseignant, dans le primaire et le second degré, exercé par une majorité de femmes, évolue dans la pratique et en raison de la création des Instituts Universitaires de Formation des Maîtres en 1990, dont l'ambition est de préparer le corps professoral des écoles (nouvelle appellation), des collèges et des lycées (qui ont perdu leurs premiers cycles) à des méthodes supposées mieux adaptées à des publics hétérogènes.

Après avoir tracé ces lignes directrices en introduisant la troisième partie, les historiens précisent ce qu'on peut entendre par démocratisation à partir des années 1950, au regard des décisions politiques et des mouvements de contestation qui marquent la période 1960–1970. L'enseignement supérieur, dont on suit le développement dans les parties précédentes (partie I, chapitre 8, partie II, chapitre 6) mais dont la fréquentation a été longtemps très élitiste, se trouve sous le feu des projecteurs, les effectifs des étudiants et des étudiantes (de plus en plus nombreuses) ayant plus que doublé

entre 1961 et 1968 (241). Des inégalités demeurent, malgré cette large ouverture, à l'Université comme dans les lycées, selon l'origine sociale et géographique, la filière, le sexe (287). L'activité du personnel enseignant du supérieur subit à son tour des transformations, en lien non seulement avec l'évolution de la population étudiante, mais encore, surtout à partir des années 1990–2000, des politiques mises en œuvre dans le cadre français et européen qui valorisent un système plus directif et concurrentiel (290–291).

Dans la partie quatre qui dresse un bilan des changements observés dans l'institution scolaire et ouvre des perspectives de réflexion, un sort particulier est réservé au thème de l'« échec scolaire » abordé par de nombreux sociologues avec des pré-supposés en partie divergents, même si le constat de départ est le même, ce qui les amène à éclairer sous un jour différent le rôle, ou la responsabilité des enseignants et des familles (355). Une abondante littérature existe dans ce domaine, qui mériterait à elle seule une publication la résumant et l'analysant d'un point de vue critique, en particulier dans ses rapports avec la commande officielle. Dans cette vaste *Histoire de l'enseignement*, on s'efforce cependant de dégager les problèmes qui demeurent une gageure pour l'École et l'Université en ce début du 21<sup>e</sup> siècle, sans sous-estimer leur complexité et les enjeux politiques qui s'y rattachent, à l'heure où les logiques de gestion du secteur privé sont introduites, sous prétexte d'« efficacité », dans le secteur de l'éducation comme dans le secteur public en général.

Un ultime retour sur l'histoire longue engage Jean-Noël Luc, Jean-François Condette et Yves Verneuil à poser ce que j'appellerai la question ultime : peut-on encore parler d'*institution scolaire* ? Certes, l'École n'a pas toujours les moyens de prendre fermement en main tous les élèves pendant le temps scolaire mais aussi en dehors (allusion est faite p. 354 à la disparition des internats et de certaines structures périscolaires). Il faut pourtant se méfier des illusions rétrospectives, le certificat d'études ou le baccalauréat n'était pas obtenu par tous les élèves qui avaient entamé un cursus primaire ou secondaire dans l'entre-deux-guerres. En outre, les auteurs soulignent, en se référant à des enquêtes de sociologues, que le diplôme reste un atout décisif pour celles et ceux qui ne sont pas des héritiers. Je signalerai pour finir une gêne qui pourrait être ressentie du fait que les références bibliographiques sont regroupées à la fin de l'ouvrage et non après chacune des parties; en même temps, le choix d'une bibliographie thématique se justifie, compte tenu des échos entre les parties ou les chapitres, sur lesquels j'ai insisté précédemment.

**Marlaine Cacouault-Bitaud**

Université de Poitiers, Laboratoire GRESCO